

# La Libération de Cahors

Le 17 août 1944, à la tombée de la nuit, les FFI, affluant de tout le département, s'installèrent à la caserne Bessières.

Des patrouilles parcoururent la ville où il ne restait plus un Allemand et où les miliciens et les collaborateurs se terraient.

Les voies ferrées et les routes furent surveillées mais l'ennemi qui avait fui ne tenta nullement de revenir.

Le colonel Georges, chef départemental des FFI, accompagné de Maurice Défénin (Dominique), du capitaine Fauran, de Raymond Picard, de René Andrieu (Alain) de Darses (Papy) se rendit à la Préfecture. Robert Dumas (Paul), le préfet des Bois, que le Comité Départemental de Libération Clandestin avait choisi, fut installé. Jean Cassou avait donné son accord à cette nomination, comme Commissaire de la République de la région de Toulouse.

**Jean Marcenac, le Préfet et le Colonel Georges** rédigèrent la proclamation suivante annonçant la libération de Cahors et du département :



## APPEL à la population du département

**Le département est libéré.**  
**Votre localité est débarrassée de l'ennemi.**  
 Depuis hier les troupes françaises de l'intérieur sont maîtresses de votre région, tandis que, sur les deux fronts de France, les Boches reculent devant les armées alliées et l'armée française de l'Empire.  
**Restez calmes. Ayez confiance en nous.**  
**Ceux qui ont trahi la France recevront le châtiment que mérite leur trahison, les patriotes victimes des nazis et de Vichy seront vengés.**  
**Mais la justice se fera dans l'ordre.**  
**Continuez de vaquer à vos occupations quotidiennes.**  
**Il sera pourvu au ravitaillement ; la sécurité, l'ordre et les services publics seront assurés par nos soins.**  
**Il n'y a désormais qu'une seule autorité valable, celle du Préfet représentant le Gouvernement Provisoire de la République et celle du Chef d'Etat-Major des Forces Françaises de l'Intérieur de la région du Lot.**

**Vive la France ! Vive la République !**

Le Préfet du Lot,  
**PAUL.**

Le Chef d'Etat-Major F. F. I.  
**Commandant GEORGES.**

René Gratias (Camille) devint le commandant d'armes de la ville, René Andrieu (Alain) commandant de la subdivision militaire, Maurice Défénin (Dominique) fut désigné comme commissaire aux renseignements généraux et Raymond Picard eut la lourde responsabilité de la remise en ordre des services publics.

Très rapidement, le Comité Départemental de la Libération présidé par Edouard Laval prit les fonctions qui lui étaient assignées par le CNR. Inutile de souligner la joie intense qui s'empara d'abord de Cahors puis de tout le département.

Fut rédigé l'appel ci-contre à la population du département.

# Une visite à Philippe en Février 1944 par "Arcole",

## Ancien responsable des Forces Unies de la Jeunesse (F. U. J.) d'un secteur de Cahors

Jean-Jacques Chapou cherchait un adjoint en février 44.

Le F.U.J. vient de se signaler par quelques actions qui ont rompu la monotonie de l'attente d'un débarquement et d'une insurrection qui n'arrivent jamais.

Les contacts sont presque journaliers avec le "Café du Midi" et Metges m'informe que "Philippe" désire me voir.

Rendez-vous est pris au maquis de triage de Saint-Cirice le soir du 14-02-1944.

Il fait nuit noire et le trajet à bicyclette, sans éclairage n'est pas facile.

Intercepté par deux sentinelles, je suis conduit dans la grande salle d'une ferme. Philippe est seul à une table familiale de cuisine.

Les maquisards sont occupés dans la grange à découper un bœuf récemment abattu.

Il est d'abord question d'une machine à écrire livrée au maquis et de son "paiement" par le don d'une mitraillette.

Puis brusquement Philippe déclare : "je cherche un adjoint pour m'aider est ce que cela vous intéresse?"

Ce projet m'a été confirmé après la guerre par Pierre Souquières, dit "Marin", dans la résistance : "Nous avions pensé à toi au Directoire des MUR pour tenir ce rôle" me dit-il à mon retour de déportation.

Marié depuis à peine plus d'un mois ayant besoin de mon salaire de dessinateur pour vivre et aider ma famille, je ne pouvais donner, sans réflexion, un accord qui sous-entendait une vie clandestine. Le projet n'eut pas le temps de mûrir !

Le 18 février c'était le coup de "l'Ecole Ménagère" et le 25 février mon arrestation par la Gestapo avec 10 de mes camarades.

### QUELQUES AUTRES SOUVENIRS

Ce jour là je donnais un 7-65, qui avait appartenu à mon père, à Chapou. Il devait en faire son arme personnelle. Peut-être lui servit-elle, lorsqu'il fut blessé à Bourganeuf, à mettre fin à ses jours?

Je repartais avec ma mitraillette, élément du troc et avec un magnifique rôti, offert spontanément par le boucher improvisé qui avait présidé au dépeçage du bœuf.

Ce geste d'amitié à une époque où nous mangions, le plus souvent, que de la soupe sans pain et des châtaignes, avait la valeur d'un symbole. Ce rôti fut d'abord la "star" d'un repas préparé par ma Grand-Mère, puis le centre de mes souvenirs lorsque les camarades affaiblis mourraient de faim autour de nous. J'ai pu oublier la proposition de Philippe qui eût changé ma destinée, mais jamais le rôti. Ce fut un jalon dans ma mémoire.

C'est une évidence que les privations et la souffrance modifient la hiérarchie des valeurs !

### LE SORT S'ACHARNE SUR LES F.U.J.

René Vaissie, responsable du groupe important de jeunes résistants du lycée Gambetta, contacté, vraisemblablement par "Marin" pour relancer le mouvement fut arrêté et déporté, Martinez fût à son tour déporté, Mourgues et Verlhac fusillés à Frayssinet le Gélat, Fontchastagnier abattu à Saint-Céré.

Vivre clandestinement avait ses difficultés innombrables, mais survivre au milieu de la population active, parfois hostile, avait aussi ses dangers !